

INTERVIEW avec Angèle AGUIGAH Présidente de la CENI

« ...La grande mobilisation et l'affluence quotidienne justifient la prorogation d'une semaine... »

Le recensement électoral démarré dans la zone depuis le 15 mars dernier, a été prorogé d'une semaine. Qu'est ce qui explique cette décision, quelles sont les difficultés rencontrées sur le terrain et les solutions apportées, voila autant de questions abordée dans cette interview exclusive accordée à votre journal par la Présidente de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)

Le Libéral: Quelles sont les dernières nouvelles liées au recensement électoral dans la partie nord du pays, le bilan en cours?

Angèle AGUIGAH: Je vous remercie d'avoir voulu chercher des nouvelles de la CENI et celles relatives au recensement.

Les dernières nouvelles qui nous parviennent de la zone 1

l'écoute de la CENI à chaque instant, afin de ne rien négliger des opérations qui concernent le processus électoral.

Le Libéral: Des dysfonctionnements liés à tout début avaient été évoqués, est ce que tout est rentré dans l'ordre à présent?

A. AGUIGAH: Des solutions idoines sont prises pour aplanir les difficultés ; des stratégies et des plans sont mis en œuvre pour impliquer toute la chaîne opératoire de ces opérations de recensement. Nous avons encore quatre(4) jours pour mobiliser les populations en âge de voter (18 ans et plus) à se faire enregistrer et obtenir séance tenante leur carte d'électeur dans la zone 1 qui couvre les préfectures de Cinkassé à Ogou.

Le Libéral: Quelles sont les difficultés rencontrées sur le terrain par les agents recenseurs?



La CENI a pourtant rendu public les conditions de traitement de ces opérateurs, votre critique n'est-elle pas purement politicienne ?

N'est-ce pas parce qu'il y a de la grogne sur le terrain que la CENI a finalement réagi par ce communiqué ? Comment pouvez-vous comprendre que ces agents recrutés par la CENI soient pour la plupart d'entre eux sur le terrain depuis le samedi 9 mars sans savoir où

? C'est irresponsable et abominable. **Tel que vous décrivez les choses, on a l'impression que tout est faussé. Pourquoi ne regagnez-vous pas vos places au sein de cette institution ?**

Est-ce que vous, vous arrivez à comprendre les gens de l'actuelle coalition gouvernementale qui se sont accaparés de la CENI comme un bien personnel alors que les Accords et

engagements et les appels répétitifs de l'opposition, accepter un dialogue franc et sincère pour trouver un consensus pour l'organisation des élections. Voyez là où on en est, à ridiculiser notre pays avec une équipe de la CENI qui étale aux yeux des partenaires et de la communauté

invisible et aller attraper dans l'irréel, les prétendus pyromanes du grand marché ont-ils aussi le don de ramener ou de ressusciter le passé pour se retrouver dans le délai ? Si c'est le cas, pourquoi ne le feront-ils pas pour les élections les

électeurs ! Même si le ridicule ne tue pas les gens du pouvoir, au moins que la honte les fasse réagir dans le sens de l'évolution du monde.

Source : afreespress

L'ANC condamne la répression du sit-in des journalistes

COMMUNIQUE

Le jeudi 14 mars 2013, les forces de sécurité ont, une fois encore, en violation des textes régissant les manifestations publiques pacifiques, réprimé avec violence, le sit-in organisé à la plage, face à la présidence de la République, par les associations de journalistes, pour protester contre l'adoption par l'Assemblée nationale, d'une nouvelle loi sur la HAAC, qui viole la Constitution togolaise.

Lors de cette répression, les manifestants ont été pris en étau par des policiers et des gendarmes, appuyés par des vedettes de la marine qui attaquaient depuis la mer. Plusieurs blessés graves sont dénombrés dont le journaliste Younglove Egbéhoua AMAVI, Secrétaire Général du SYNJOP, qui a reçu un projectile à la mâchoire.

En réitérant sa pleine solidarité avec les journalistes, l'ANC exprime sa compassion à toutes les victimes de cette répression et leur souhaite un prompt rétablissement.

L'ANC dénonce et condamne la violence des répressions conduites par

les forces de sécurité et qui occasionnent des blessures laissant supposer que des instructions expresses sont données aux gendarmes et aux policiers pour qu'ils tirent sur les manifestants en les visant à la tête. Ainsi, depuis le 13 juin 2012, trois manifestants ont perdu l'œil.

L'ANC dénonce et condamne la stratégie de la terreur destinée à instaurer la peur et le renoncement au sein des populations.

L'ANC exige le retrait pur et simple de la nouvelle loi liberticide sur la HAAC. Elle demande aux autorités togolaises de veiller au respect, en toute circonstance, des droits et libertés publiques ainsi que de l'intégrité physique des citoyens.

Fait à Lomé, le 15 mars 2013

Le Vice Président de l'ANC

Signé

Patrick LAWSON-BANKU

L'ANC appelle les populations à s'inscrire sur les listes électorales

DECLARATION

Conformément au code électoral en vigueur au Togo, la confection des listes électorales est une opération annuelle qui, à partir d'un recensement électoral, ou d'une révision de listes électorales, établit les listes des électeurs appelés à voter lors des échéances prévues par le calendrier constitutionnel.

Pour prévenir toute corruption du fichier électoral, l'ANC n'a jamais manqué de rappeler au gouvernement, le respect des dispositions du code électoral relatives à la révision annuelle des listes électorales.

C'est le sens de la lettre n° 11-161/ANC/PN-SG, en date du 4 mai 2011, adressée au Premier Ministre par le Président National de l'ANC, M. Jean-Pierre FABRE et restée sans suite à ce jour.

Aujourd'hui, le fichier électoral existant est totalement corrompu, parce que les autorités togolaises ont refusé de prendre en compte cette préoccupation de l'ANC. Ce qui a amené le Collectif

"SAUVONS LE TOGO" (CST) et les partis de l'opposition à exiger et obtenir un nouveau recensement électoral.

L'ANC appelle donc les Togolaises et les Togolais âgés de 18 ans et plus, à prendre part à ce recensement, en allant s'inscrire massivement sur les listes électorales, afin d'obtenir leurs cartes d'électeur et d'empêcher ainsi le régime RPT de manipuler à sa guise, le fichier électoral.

Le recensement se fait en deux phases : du 15 au 24 mars 2013 pour la zone I qui va de la préfecture de Cinkassé à la préfecture de l'Ogou et du 5 au 14 avril 2013, pour la zone II qui couvre le reste de la Région des Plateaux et la Région Maritime.

Il faut préciser que la distinction doit être faite entre la phase du recensement électoral et celle du scrutin. La première demeure subordonnée à un dialogue politique sérieux et responsable qui devra, en même temps que l'adoption des réformes politiques et l'amélioration du cadre électoral, mettre en place une CENI équilibrée, un découpage électoral équitable

ainsi que des procédures de résultats sécurisées et transparentes.

C'est le lieu de rappeler qu'on ne saurait faire confiance à une CENI aussi déséquilibrée et qui, d'ores et déjà, n'a pas su s'imposer quant au choix de l'opérateur censé transporter les kits de recensement.

En tout état de cause, l'ANC et les forces démocratiques se réservent le droit de demander l'audit du fichier en cours, de manière à s'assurer de sa fiabilité.

L'ANC appelle les populations togolaises à une vigilance accrue dans les centres de recensement et les invite à dénoncer les inscriptions frauduleuses, notamment celles d'étrangers et de mineurs, les doubles inscriptions, les faux noms, les faux lieux de naissance, les faux rangs des forces de

Fait à Lomé, le 14 mars 2013

Pour le Bureau National de l'ANC,

Le Vice-Président
Signé

Patrick LAWSON-BANKU